

INFO – GREHSS

n° 28

24 février 2022

Du coté des écoles de service social

Comme vous pourrez le constater en lisant les rubriques « activités du GREHSS » et « vie de l'association », la récente assemblée générale, qui s'est tenue le 28 janvier dernier, a marqué un tournant dans le développement du GREHSS. Et nous appelons toutes les personnes s'intéressant à l'histoire du service social à nous rejoindre et à promouvoir la recherche sur cette histoire par l'apport de documents, de témoignages, par la participation à des recherches.

Le champ de la recherche sur l'histoire du service social est vaste, des pans entiers ont été relativement peu explorés comme c'est le cas entre autres des centres de formation ainsi que du CNESS (Comité National des Ecoles de Service Social). Aussi c'est avec plaisir que, dans ce numéro, Lysmée Mobio présente les grandes lignes de sa thèse sur l'Ecole de Service Social de Nice. Et cette présentation est complétée par la reproduction d'un article sur cette école de Madame Scapucci- Reboul de Barry, qui en fut longtemps la directrice.

Avec ces articles c'est l'occasion de lancer un appel à nos lecteurs : qu'elles/ils contribuent au recensement des travaux sur l'histoire des écoles de service social en nous envoyant les références des livres, articles, thèses, mémoires de recherche publiés sur ce sujet.

Henri PASCAL président du GREHSS

Sommaire	Pages
<i>Du coté des écoles de service social</i>	1
MOBIO Lysmée <i>L'école d'assistantes sociales de Nice (1919-1949)</i>	2
SCAPUCCI-REBOUL DE BARRY A. <i>Ecole de service social de Nice</i>	4
Activités du GREHSS	6
Vie de l'association	7
Du coté de l'histoire du travail social	7
Annonces : « <i>Des enfants mis en cases</i> »	11
Annonces « <i>Hommage à Leglésio et Ziegler</i> »	12
Bulletin d'adhésion	14

L'école d'assistantes sociales de Nice 1919-1949

Thèse de Lysmée MOBIO

Ce sujet de thèse s'est défini lors d'un service civique au sein du Conservatoire National des archives de l'éducation spécialisée et de l'action sociale en 2016, effectué en partenariat avec les archives départementales des Alpes-Maritimes. Le but était alors de classer et déterminer les éléments à conserver au sein de l'Institut Supérieur d'Enseignement de Travail Social (IESTS) de Nice, à verser aux archives départementales ou à détruire.

Ce fonds se composait de nombreux éléments à propos de l'ancienne École d'assistantes sociales de Nice qui n'est autre que « l'ancêtre » de l'IESTS. En effet, les procès-verbaux des conseils d'administrations dont le premier date de 1937 ont été conservés, tout comme les rapports annuels et les dossiers de demandes de subventions. C'est aussi le cas des dossiers des étudiantes mais encore des programmes de formations, des listes des professeurs, et de nombreuses correspondances des directrices avec leurs étudiantes, les autres écoles, et leurs multiples partenaires.

L'intérêt et l'originalité de ce travail résident en deux points principaux. D'abord dans ses sources, car il s'agit de sources inédites, des archives privées conservées au sein de l'IESTS qui n'ont jamais été traitées. La volonté est donc celle de révéler la richesse de ce fonds. Ensuite dans sa spécificité au regard de la discipline, car le choix s'est porté sur l'histoire du droit social, qui a fait l'objet de peu de recherches sur la thématique de la formation des travailleurs sociaux contrairement à ce que l'on peut trouver dans des disciplines comme l'histoire, la sociologie ou les sciences de l'enseignement.

L'objet de cette recherche : « Une approche historique du développement local du service social : l'exemple de l'école d'assistantes sociales de Nice de 1919 à 1949 » tend à examiner l'évolution du service social au sein des Alpes-Maritimes, notamment par le prisme de la professionnalisation de ce secteur. Au regard de la localisation des sources archivistiques concernant la seule école de Service social des Alpes-Maritimes, mais aussi des spécificités départementales en termes de populations et de topographie, c'est là un territoire justifiant pleinement cette recherche.

L'introduction, tente d'exposer le plus fidèlement possible, l'idée du travail social, ses liens antérieurs avec la bienfaisance et la charité et les différentes branches qui le composent. Parmi ces branches, il est communément admis que le service social est la matrice première de ce vaste ensemble qu'est le travail social. La question qui s'est posée au terme des propos introductifs est la suivante : au regard du contexte social des Alpes-Maritimes à la fin de la Première Guerre mondiale, dans quelle mesure la réponse au besoin de structures et d'institutionnalisation de l'aide se met-elle en place à travers le service social en passant par la professionnalisation de ce secteur ?

Pour répondre, le choix s'est porté sur un raisonnement en trois parties thématiques.

La première partie revient sur la prise en charge partielle des nécessités sociales au sortir de la Grande Guerre. C'est le secteur privé qui endosse ce rôle en très grande partie. Le travail féminin a influencé le secteur de l'assistance sociale et a été un catalyseur de revendications à la fois sociales et sociétales. Le service social vient institutionnaliser l'assistance et cette nouvelle branche professionnelle est incarnée par l'assistante de service social, profession qui a connu une évolution sur plusieurs années. De nombreuses écoles se créent notamment en région parisienne. Cette première partie mêlant enjeux nationaux et

préoccupations départementales met en lumière les besoins départementaux en une période où il n'y a pas encore de prise en compte par les pouvoirs publics d'une formation spécifique pour les professionnels sociaux au sein des Alpes-Maritimes.

Ce constat nous amène à la deuxième partie. Des dispensaires et Goutte de lait, ne cessent de se développer pendant la première moitié du XXème siècle. Ils s'insèrent dans un développement de la prise de conscience des difficultés auxquelles sont confrontées les populations les plus précaires et répondent à un besoin concret de prise en charge. Leur fonctionnement ainsi que le personnel qu'ils emploient s'avèrent être des références dans la construction du service social.

Aux côtés de ces institutions, l'École d'assistantes sociales de Nice s'est avéré une des réponses institutionnalisées aux besoins d'un service social dans les Alpes-Maritimes. En formant le personnel appelé à travailler dans l'ensemble des œuvres et services sociaux, qu'elles soient privées ou publiques, l'École contribue à cette construction.

Enfin la troisième et dernière partie démontre que cette école s'est adaptée aux mutations du service social dans le département dans une période de profonds changements marquée par la Seconde Guerre mondiale. Que ce soit à travers la sélection de ses élèves ou la création de formations spécifiques telles que le service social rural, elle a su répondre et se conformer aux exigences gouvernementales de Vichy sans pour autant perdre son autonomie. Le maintien de l'établissement à la fin de la guerre ainsi que quelques échanges avec les différents services sociaux, étatiques, les élèves ou leurs parents, témoignent de l'engagement personnel des membres de cette école qui sort de cette période avec une notoriété confirmée et renforcée.

Lysmée MOBIO, *Une approche historique du développement local du service social : l'exemple de l'École d'assistantes sociales de Nice, 1919-1949*, Thèse histoire du droit, Université Nice Côte d'Azur, 2021, 463 p.



**Info GREHSS est le bulletin du Groupe de Recherche en Histoire du Service Social (GREHSS).
Il paraît cinq fois par an.**

Responsable de publication : Henri PASCAL président du GREHSS

Adresse postale :

GREHSS

c/o ANAS

15 rue de Bruxelles 75009 Paris

Adresse mail : greh.servicesocial@orange.fr site : www.grehss.fr

École de service social de Nice

A. SCAPPUCI-REBOUL DE BARRY Directrice générale

L'École de Service Social de Nice, actuellement incluse dans l'Institut d'Enseignement Supérieur de Travail Social, est singulière dans ce sens qu'elle est une des rares, voire même la seule à avoir une origine municipale. Elle a été pensée et voulue en 1937 par le Député-maire de l'époque, Monsieur Jean Médecin. Aucun écrit d'archivé ne permet d'annoncer avec certitude les courants de pensées qui ont présidé à cette création. Cependant les comptes rendus des premières réunions du futur Conseil d'Administration établissent clairement que le Maire de Nice pensait que le social relevait autant des Services Publics que des œuvres privées et que la collaboration des deux était une nécessité. Était-il dans ce sens influencé par la théorie de Le Play qui liait « Municipalisation et Intervention Sociale » ? Rien ne permet de l'affirmer, rien ne permet de l'infirmer. Il est toutefois à noter que cette même Municipalité, sous l'impulsion de son Maire, avait, dès 1928, créé son propre Service Social, mis à la disposition de toute la population, lequel continue à fonctionner dans des tâches de polyvalence et d'AEMO. Un certain nombre de personnalités locales, Inspecteurs de la Santé, de l'Éducation Nationale, Président de la Chambre de Commerce, Magistrats, Avocats, Conseillers Municipaux se sont intéressés à cette création et sous l'autorité du Maire, ont mis en place une association gestionnaire. Madame Brunshvicg, ancien Sous-secrétaire d'État a été sollicitée et a accepté de faire partie de l'Association en qualité de Conseiller. Elle s'y montrera particulièrement active jusqu'en 1941-1942.

La première réunion des membres fondateurs a eu lieu le 29 décembre 1937 à 17 heures. Le Conseil d'Administration et son bureau sont constitués. Monsieur le Député-maire Jean Médecin est nommé Président d'Honneur, la Présidence Technique est confiée à Monsieur le Docteur Barbary, Directeur du Service d'Hygiène. Sur la demande du Député-Maire, le Siège Social de l'École est fixé au 8, rue Hôtel-des-Postes dans les locaux municipaux. Deux Directrices sont nommées : Madame Chambrial, Madame Dolley, Assistantes Sociales Diplômées d'État. La durée d'activité de celles-ci sera relativement courte. Elles seront successivement remplacées par Madame Drouineau, puis Mademoiselle Roux, Conseillère du Travail qui, rapidement nommée Chef de Service au Ministère du Travail, proposera pour lui succéder en 1941, Mademoiselle Perseil, Conseillère d'Orientation. Mademoiselle Perseil inaugure une période de direction stable qui durera jusqu'en 1972. Elle sera alors remplacée par Madame Scappuci-Reboul de Barry, l'actuelle Directrice Générale de l'Institut d'Enseignement Supérieur de Travail Social.

A ses débuts, la formation aura une orientation médico-sociale répondant en cela aux tendances du moment. Un accord est passé avec la CRF (SBM) pour ce qui concerne les enseignements à caractère médical. Madame Brunshvicg, de concert avec les deux Directrices, organise la formation sociale. Les disciplines choisies lors des réunions du Conseil d'Administration sont énumérées dans les comptes rendus dans l'ordre suivant :

- Le Droit Public, Pénal, du travail ;
- L'économie politique (les stratégies, la gestion financière, prévoyance et consommation ;
- La Législation sociale ;
- L'Histoire de l'Assistance et Service Social (méthodes pratiques, Morale professionnelle)
- Pédagogie et Education ;
- Sociologie - Psychologie

De plus des conférences susceptibles d'accroître la culture des futures Assistantes Sociales sont rendues obligatoires. Madame Brunschvicg propose des thèmes tels que :

- le Service Social et la Société des Nations ;
- le Rôle Social de la France dans les Pays d'Outre-mer ;
- l'Esprit Social à travers les Encycliques.

Ces choix peuvent être révélateurs du profil de l'Assistante Sociale que le Conseil d'Administration souhaite promouvoir. L'utilité de la prise de conscience du lien existant entre le Social et l'Économique n'en est pas absente. Par ailleurs, la gestion financière de l'École est assurée par le Bureau du Conseil d'Administration. Au début les ressources proviennent essentiellement du Conseil Municipal et des droits payés par les étudiants (600 francs annuel en 1938). La subvention du Ministère de tutelle reste faible. Il est fait appel à la Chambre de Commerce, à la CPAM. Les comptes sont rarement en équilibre. Cette situation durera jusqu'en 1969, date à laquelle l'instauration de la gratuité des études s'accompagne de l'augmentation des subventions de l'État. Entre temps, l'École a dû quitter les locaux Municipaux. Elle s'est installée d'abord rue de France, puis au Bd Tzarevitch, dans « la villa Valmer ». Actuellement cette École existe toujours. Suite à la réforme de 1969 ayant entraîné un afflux d'étudiants, il faut à nouveau envisager de déménager. Aidés par une subvention du Ministère de tutelle et de la CNAF, le Président de l'Association, le Sénateur Robini et son Conseil décident d'acheter notre Domaine actuel, rue Chanoine-Rance-Bourrey. Actuellement l'École accueille 180 étudiants en Service Social et ouvre un Centre de Formation Permanente et Supérieure de Travail Social. Ce même souci d'ouverture amène l'Association en 1986 à prendre en charge le Centre de Formation des Moniteurs-Éducateurs et en 1989 à obtenir de la DRASS l'ouverture d'un Centre de Formation d'Éducateurs Spécialisés. L'Association doit alors modifier ses statuts et sa dénomination, elle devient « Institut d'Enseignement Supérieur de Travail Social ». Par ailleurs, un Institut de Travail Social se doit « d'investir le dispositif dans un ensemble ». La DRASS est sollicitée depuis deux ans afin d'obtenir l'agrément pour la formation des Aides Médico-Psychologiques. Concourant également à la formation des Auxiliaires de Vie, l'institut espère parvenir à faire de notre Institut un véritable microcosme de Travail Social, dans un contexte européen.

Publié dans Vie Sociale n° 1-2 1995 reproduit avec leur autorisation



Activités du GREHSS

« Quand les assistantes sociales bloquaient les TGV »

C'est sous ce titre qu'Olivier Bonin fait connaître, sur trois pages du Média Social du 23 décembre 2021, le livre de Cristina De Robertis « *Assistentes sociales en lutte 1990-1992 Le succès trente ans après* » Editions ANAS. Le lendemain 24 décembre, c'est Marie Nahmias qui publie sur deux pages, dans les ASH, une interview de Cristina De Robertis. Auparavant, le 3 novembre 2021 c'est Didier Dubasque qui, sur son blog, publiait son interview toujours à propos de son livre. Et Yves Faucoup, à son tour, publiait, le 20 décembre sur son blog de Médiapart, un long texte présentant le livre sous le titre « assistantes sociales en lutte ». Ainsi on peut voir que la publication de ce livre a eu un écho assez large, le lien étant parfois fait avec les

mobilisations d'aujourd'hui des travailleurs sociaux. Vous pouvez commander ce livre sur le site de l'ANAS : www.anas.fr

Le dictionnaire biographique sur le site du GREHSS

Maintenant vous pouvez lire les biographies du dictionnaire biographique du service social sur le site du GREHSS : www.grehss.fr . Il y en a actuellement 59 et, prochainement, 20 nouvelles seront ajoutées. D'autres sont en cours de rédaction et, si vous avez des données sur des figures historiques du service social vous pouvez nous les communiquer. Nous pourrions ainsi compléter des biographies pour lesquelles nous manquons de données. Et vous pouvez aussi, si vous avez suffisamment d'éléments, rédiger une biographie.



Liste des dossiers publiés dans Info GREHSS et accessibles sur le site www.grehss.fr :

Info GREHSS n° 12 15/10/2018 « Lettre d'une directrice d'école aux parents d'élèves mai 1968 »
Info GREHSS n° 13 20/12/2018 « Organisation conférence internationale de service social 1928 »
Info GREHSS n° 14 15/03/2019 « Marie Thérèse Vieillot sur la réforme du DEAS de 1938 »
Info GREHSS n° 15 06/05/2019 « Ecole de formation sociale 1910-1911 »
Info GREHSS n° 16 05/07/2019 « Sur le syndicat CGT des assistantes sociales 1946 »
Info GREHSS n° 17 25/09/2019 « Ecole d'Action sociale 1931 »
Info GREHSS n° 18 10/01/2020 « Besoins et tendances du service social rural »
Info GREHSS n° 19 30/03/2020 « Histoire de la formation des assistantes sociales à Nantes »
Info GREHSS n° 20 15/06/2020 « Mobilisations des assistantes sociales de 1989 à 1992 »
Info GREHSS n° 21 22/10/2020 « Assistante sociale de PMI à Saint Nazaire »
Info GREHSS n° 22 15/12/2020 « Activités sociales à la Poste au XX^e siècle »
Info GREHSS n° 23 03/02/2021 « Soutenance de la thèse de Patrick Lechaux sur le système de formation des travailleurs sociaux »
Info GREHSS n° 24 08/04/2021 « Un asile champêtre : le Pavillon Pasteur au Petit Arbois »
Info GREHSS n° 25 08/06/21 « Plaidoyer pour une vraie définition du service social » Info GREHSS n°26 14/09/21 « Histoire d'un combat pour la reconnaissance du niveau licence du DEAS, la création du diplôme supérieur en travail social et pour la recherche en travail social »
n° 27 02/12/21 « Préface au compte rendu de la 2e conférence internationale de service social »

Vie de l'association

Une assemblée générale marquant un tournant

L'assemblée générale du GREHSS s'est tenue, en visioconférence, le 28 janvier dernier. Elle a marqué un tournant pour l'association. En premier lieu, l'assemblée a voté le changement de siège social qui passe de Marseille à Paris dans les locaux de l'ANAS 15 rue de Bruxelles Paris 9^e. Ce changement n'est pas seulement géographique. Il marque le fait que le GREHSS est une association nationale avec des adhérents résidents dans divers régions et, aussi, qu'il est une association reconnue pour ses activités dans le champ de l'histoire du service social. Le tournant a aussi été le renforcement des structures de gestion de l'association : un nouveau bureau et un nouveau conseil d'administration ont été élus. Le conseil d'administration se compose des personnes suivantes : Blanchard Nathalie, Bocquet Danièle, De Robertis Cristina, Dubasque Didier, Lechaux Patrick, Lenoble-Correard Brigitte, Ollivier Elisabeth, Pascal Henri, Querol Agnès, Thévenet Laurent, Vaha Isabelle. Quant au bureau il est ainsi composé : président Pascal Henri, secrétaire Bocquet Danièle, trésorière Querol Agnès.

Brigitte Bouquet présidente d'honneur du GREHSS

Au nom de tous les adhérents, nous avons proposé à Brigitte Bouquet d'accepter d'être présidente d'honneur du GREHSS et nous la remercions de l'avoir accepté. Brigitte Bouquet a été très active dans l'association dès sa création en octobre 2016, elle en a été vice présidente. Son rôle a été décisif au sein du groupe de travail élaborant le dictionnaire biographique du service social. Brigitte Bouquet est aussi une figure marquante du travail social pour ses apports théoriques et pour ses activités : assistante sociale, docteur en sociologie, elle a enseigné à l'Université de Créteil avant de devenir directrice du centre de formation de Montrouge puis directrice du CEDIAS à partir duquel elle a animé le Réseau Histoire du Travail Social. Nommée comme membre qualifié au Conseil Supérieur de Travail Social, elle en est devenue vice présidente durant les V^e et VI^e mandatures. En 2002 elle est la première titulaire de la chaire travail social au CNAM.



Du côté de l'histoire du travail social

Maintien à domicile

Malgré leur extrême diversité, ce livre fait le pari d'analyser sur presque deux siècles le sort réservé, en France, aux personnes ayant besoin d'une aide « vitale ». Tandis que les hôpitaux concentraient leurs efforts sur les malades qu'il était possible de guérir, des populations auparavant prises en charge à vie dans des établissements charitables se sont trouvées progressivement reléguées dans des établissements pour « incurables ». Enfants, adultes, vieillards dans un état d'invalidité variable y ont ainsi été accueillis en fonction de leur âge, des caractéristiques et des causes de leurs difficultés quotidiennes. Et les savoirs sur lesquels

reposait cette répartition se sont périmés dans l'indifférence générale. En suivant le fil rouge du maintien à domicile, Ch. Capuano montre à quel point la logique financière a prévalu depuis deux siècles sur les logiques sanitaire et sociale. Mais que serait-il arrivé si les politiques de l'hygiène urbaine ou de la médecine avaient toujours cherché à diminuer les dépenses publiques au détriment des effets ? Souhaitons que les événements dramatiques de 2020-2021, avec une pandémie dont les conséquences mortelles auront touché d'abord les grands infirmes et les vieillards, viennent remettre en cause l'obsession des coûts dans les politiques du handicap et de la dépendance. Ce petit livre a vocation à devenir un guide pour réfléchir et agir sur de nouvelles bases dans ce vaste domaine – l'un des grands chantiers des décennies à venir. (Présentation par l'éditeur)

CAPUANO Christophe 2021 *Le maintien à domicile Une histoire transversale (France XXe – XXIe siècles)* Paris Editions Rue d'Ulm Collection Sciences sociales 112 p.

« Se reconstruire après la Shoah »

Au lendemain de la Shoah, ils sont des milliers de Juifs survivants à s'adresser au Comité juif d'action sociale et de reconstruction (COJASOR) pour obtenir un secours et se reconstruire en France. Créé en mars 1945 sous l'égide de l'*American Jewish Joint Distribution (Joint)*, ce nouvel organisme vise alors à rationaliser une action sociale juive pléthorique et morcelée alors que les demandes d'aide se font de plus en plus nombreuses. Face à la multiplicité des trajectoires de ses usagers, il étend son action sur toute la France, diversifie son secours, spécialise ses services et travaille en partenariat avec d'autres œuvres. Dans le même temps, les individus qu'il prend en charge sont pleinement mobilisés dans un processus de reconstruction complexe qui concilie une approche importée de la philanthropie américaine, des représentations héritées de l'histoire de l'action sociale française et une adaptation aux conséquences de la Shoah. (présentation par l'éditeur)

ALBERT Ethel 2021 *Se reconstruire après la Shoah La sortie de guerre des femmes et des hommes juifs secourus par le COJASOR, 1945-1950* Paris Editions Le Manuscrit 350 p.

Ecoles de service social dans l'entre deux guerres

Issu de sa thèse « La trajectoire d'un siècle du système de formation des travailleurs sociaux », Patrick Lechaux publie, dans la revue de l'ANAS, un article présentant les écoles de service social dans l'entre deux guerres comme des « pionnières de la formation en alternance ». Il liste les six principes mis en œuvre dans ces écoles, permettant de démontrer qu'il s'agit bien d'une formation en alternance. Le premier de ces principes est l'existence, dans le cursus de formation, de périodes de stage nombreuses et longues. Le deuxième principe est la mise en responsabilité des stagiaires : elles ne se contentent pas d'observer, elles participent à l'activité de l'institution où elles sont en stage. Cela est rendu possible par le troisième principe qui est l'encadrement des stagiaires par les professionnelles qui ne sont pas encore nommées « monitrices de stage ». Responsabilité et encadrement des stagiaires conduisent à la production d'un écrit visant à mettre en mot l'expérience du stage « le rapport de stage » ; c'est là le quatrième principe. Et, cinquième principe, cette expérience de stage est reprise à l'école sous la forme de cercle d'études. Le sixième principe n'est pas partagé par l'ensemble des écoles : il s'agit pour l'école de posséder un terrain d'application liée plus ou moins fortement à l'école. Comme en conclue l'article on se trouve face à « un

milieu de formation » construit « comme espace de coopération entre l'école sociale et l'environnement professionnel ». Des monographies d'école pourraient venir compléter ce travail de recherche en apportant des éléments précis sur cette période, mettant en lumière les stratégies mises en place par les écoles pour lier la « formation théorique » et la « formation pratique ». (Henri Pascal)

LECHAUX Patrick « Les écoles de service social dans l'entre deux guerres : les véritable pionnières de la formation en alternance » *La Revue Française de Service Social* n° 283 2021-4 pp. 116-123

Jeunes métallos/jeunes des « cités »

Dans la revue Sciences et Actions Sociales (consultable sur son site) un article traitant de deux moments des rapports jeunes /institutions dans les cités.

« Il s'agit dans ce travail de réfléchir sur les continuités mais aussi les changements et les ruptures dans la nature des tensions entre les jeunes des classes populaires et les institutions dans un quartier de banlieue industrielle. La naissance des banlieues rouges, leur apogée puis leur décomposition ont eu des effets notables dans les rapports difficiles entretenus entre les habitants des quartiers populaires et les structures d'encadrement au XXe siècle. En effet, c'est tout d'abord les acteurs économiques comme l'usine avec qui les ouvriers sont confrontés en permanence. Puis, avec la désindustrialisation, c'est avec l'État que les générations post-ouvrières sont en conflit. Il est donc question de nous interroger sur le sens politique à donner au sujet de la nature de ses tensions. (présentation de l'éditeur)

MARLIÈRE Eric « Jeunes métallos/jeunes des « cités » et les institutions d'encadrement dans l'histoire sociale des quartiers populaires urbains : rétrospective sur les métamorphoses d'un conflit permanent » *Sciences et Actions Sociales* n° 16 2021 <http://sas-revue.org>

Fondations philanthropiques aux Etats Unis

Les fondations états-uniennes ont joué un rôle historique dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de la santé à l'échelle internationale. Parmi les fondations qui agissent hors de leurs frontières, une grande majorité est basée aux États-Unis. Ces fondations sont des acteurs traditionnels des politiques publiques nationales depuis l'ère industrielle (Chelle, 2017). Elles financent ou cofinancent des dispositifs dans des domaines très variés : éducation primaire et secondaire, universités, hygiène, agriculture, écologie, institutions démocratiques, aide aux réfugiés, think tanks... Leur action à l'étranger a formé le creuset d'une « philanthropie globale », vecteur de diffusion d'une conception très américaine de la protection sociale. Investir de l'argent privé pour le bien public : le principe n'a rien de paradoxal aux États-Unis. Encore aujourd'hui, les fondations financent un grand nombre d'associations caritatives pour administrer des dispositifs sociaux.).

La Fondation Rockefeller a joué le premier rôle dans la formulation de cet « *universalisme philanthropique américain* » (Tournès, 2007). Ses actions en matière d'hygiène, et ce dès les années 1910, illustrent une philosophie de l'action appelée à se généraliser. Jusqu'à la création de l'Organisation mondiale de la santé en 1948, son *International Health*

Division (IHD) fut la plus importante agence de santé publique œuvrant à l'international (Farley, 2004).

CHELLE Elisa « Les fondations philanthropiques états-uniennes, des acteurs privés de la protection sanitaire et sociale dans le monde » [Informations sociales](#) n° 203/204 2021/2-3 p. 118 à 121

La colonie pénitentiaire de Belle Ile en mer

Le dernier numéro de la revue de l'AHPJM (Pour l'histoire n° 88 hiver 2021-22) s'ouvre sur un éditorial de Jean Jacques Yvorel « L'enfant de justice, ses lieux de mémoire et ses lieux d'histoire ». Comme une démonstration des possibles, le revue publie un très abondant projet mémoriel sur Belle Ile en mer porté par l'association La Colonie dont un des créateurs raconte la création et l'activité : « En février 2019, nous avons créé officiellement l'association La Colonie et signé deux conventions : l'une avec la mairie, l'autre avec la PJJ. Auparavant, le Conseil municipal a voté la décision de rénover le site de Haute-Boulogne (nom du quartier comprenant le site qui a reçu d'abord des détenus politiques, puis la colonie pénitentiaire et enfin l'IPES). La mairie de Palais a signé une convention de principe visant à travailler conjointement pour créer un lieu mémoriel et culturel. La commune, qui est propriétaire des locaux, s'engage par cette convention à les remettre en état. L'association, elle, s'engage sur deux axes, avec le soutien actif de la DPJJ : d'abord mener un travail sur la mémoire, avec le recueil de témoignages d'anciens colons et d'élèves de l'internat, d'anciens professionnels mais aussi de bellilois qui ont été concernés, d'une manière ou d'une autre, par l'institution. Ce recueil est une priorité pour nous, il y a urgence, car les témoins sont âgés et la mémoire se perd vite. Par ailleurs, nous organisons à Belle-Île des Rencontres tous les deux ans sur la thématique « Justice et jeunesse ». Les premières se sont tenues en juin 2019 puis en octobre 2021. » L'association fait appel à témoignage : mail : contact@lacolonie.org , adresse : La Colonie, Hôtel de ville, 56360 Le Palais, site : lacoloniepenitentiaire.fr

Le dossier est complété par quatre témoignages : « Jeune éducateur à Belle-Île (1959-1960) » par Yves Douchin, « Mes débuts d'éducateur à Belle-Île-en-Mer (1965, 1967) » par Yann Le Pennec, « Ainsi va la vie à Belle-Île en 1965... » par Yann Le Pennec et « Belle-Île, l'IPES « la plus libérale » et « la plus ouverte » un rapport d'inspection d'Henri Michard » par Jean-Pierre Jurmand

AH PJM Ferme de Champagne, rue des Palombes, 91600 Savigny-sur-Orge



ANNONCES

Les enfants mis en cases

11 mars 2022



Angoulême - Musée de la Bande dessinée
(Quai de la Charente, 16000 Angoulême)

09 h 20 – 09h 30 - Présentation

Séance du matin : Délinquance et centres de correction

Présidente de séance : Catherine Ferreyrolle (responsable du centre de documentation, recherche et développement de la Cité).

09 h 30 – 09 h 50 - *Jean Bosco, initiateur de la prévention de la délinquance au XIXème siècle, mis en images par Jijé avec les jeunes de la rue*, par Jean-Marie Peticlerc (Réseau « Don Bosco Action Sociale)

9 h 50 - 10 h 10 - *Les innocents coupables*, par Véronique Blanchard (Centre d'exposition « Enfant en justice, Savigny-sur-Orge, ENPJJ)

10 h 10 à 10 h 30 - *D'Eden à Monsieur Choc : la fabrique du chevalier maléfique*, par Frédéric Chauvaud (Université de Poitiers, MSHS, 3RBD-Nouvelle Aquitaine)

10 h 30 – 11 h – Discussion et pause

11 h - Inauguration du 3RBD- Gérard Blanchard, Vice-Président recherche de la Région Nouvelle Aquitaine : Les réseaux en Nouvelle Aquitaine - Représentants des universités

partenaires- Directeur de la CIBDI - Représentant du CNRS - Représentant de Magelis - Frédéric Chauvaud, Coordinateur scientifique du réseau 3RBD, présentation du réseau

Séance de l'après-midi : Brutalisation

Président de séance : Jean-Philippe Martin, conseiller culturelle de la CIBDI

14 h – 14 h 20 - *Une transposition graphique d'un conte de fées d'après l'œuvre de Grimm, Hansel et Gretel sous le prisme de l'enfance enfermée*, par Fatima Seddaoui (Université Toulouse Jean-Jaurès, LLA-CREATIS)

14 h 15 – 14 h 30 - Discussion

14 h 30 – 15 h - *Les enfants de la Shoah dans la série Irena de Jean David Morvan, Séverine Tréfouel et David Evrard*, par Emanuela Muntean (Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie)

15 h – 15 h 15 – Discussion

15 h 15 – 15 h 45 - *Mettre en cases, mettre en cause(s) : représentations graphiques de l'enfance irrégulière sous la guerre civile espagnole et la dictature franquiste*, par Amélie Nuq (Université Grenoble Alpes – LARHRA) et Jorge Vaquero (Université Grenoble Alpes)

15 h 45 – 16 h – Discussion

16 h – 16 h 10 – Conclusion(s) - Julien Gaillard (3RBD)

16 h -10 – Visite du musée

Renseignements : frederic.chauvaud@univ-poitiers.fr julien.gaillard@univ-poitiers.fr



ANNONCE

Hommage à Suzanne LECLÉZIO et Yvonne ZIEGLER

Suzanne Leclézio, assistante sociale et Yvonne Ziegler, sa compagne, peintre, professeur de dessin, bénévole ont travaillé à partir de 1935 au Centre d'hygiène sociale du 22 rue Marcadet dans le 18^e arrondissement de Paris. Ce dispensaire appartenait à cette époque à la Compagnie des chemins de fer du Nord. Suzanne est née à l'île Maurice en 1898 et décédée le 1^{er} mai 1987 Elle est chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur, décorée de la Croix de guerre et de la médaille de la Résistance française. Yvonne, née à Garches en 1902, a également reçu la Croix de guerre et la médaille de la Résistance. Elle est décédée le 16 janvier 1988.

Elles furent citées à l'ordre de la SNCF en 1942 pour leur rôle dans l'accueil et les soins aux réfugiés lors de l'exode de 1940 et notamment pour avoir procuré du lait aux enfants évacués. En 1942, lors des grandes rafles de Juifs à Paris, elles aident les Scharapan, famille juive du quartier Marcadet en procurant un logement et un emploi à la grand-mère de Nelly

Scharapan lui permettant ainsi de survivre et d'échapper à la déportation. Les 21 et 22 avril 1944, elles apportent réconfort et soins aux blessés lors des bombardements des installations ferroviaires du quartier de la Chapelle qui fit plus de 500 morts. Le dispensaire épargné accueille les cheminots, leur famille et les habitants et enfants du quartier. Suzanne Leclézio s'investit également à la maison des enfants de cheminots de Crouy-sur-Ourcq qu'elle visite très régulièrement pour voir les petits patients soignés au dispensaire et dont l'état de santé nécessite leur placement temporaire dans cet établissement.

Patriotes et éprises de liberté, ces deux femmes ont intégré le réseau de résistance *Cohors-Asturie* le 1^{er} octobre 1943 avec le grade de sous-lieutenant. Elles habitent toutes les deux rue Boissonade et hébergent plusieurs résistants recherchés par la Gestapo. Elles sont dénoncées en juillet 1944. La Gestapo les arrête à leur domicile le 27 juillet 1944 et les torture rue des Saussaies. Elles sont ensuite déportées par le dernier convoi parti de Pantin le 15 août 1944 pour le camp de Ravensbrück. Elles sont ensuite transférées dans plusieurs Kommandos où elles travaillent dans des conditions effroyables. Elles s'évadent au cours des marches de la mort et après quelques jours, elles sont libérées par l'armée soviétique. Elles sont confiées à la Croix-Rouge internationale et rapatriées en France le 25 mai 1945. Suzanne Leclézio est nommée directrice du Centre d'hygiène sociale à son retour. Elle quittera la SNCF en 1958 pour une retraite en Normandie avec Yvonne. Membres de l'Association des anciennes Déportées et Internées de la Résistance, entourées d'ami.e.s, neveux, nièces, elles ont été, avec humilité, des belles personnes, impressionnantes par leur courage tranquille et leur dévouement modeste. Leur parcours découvre des problématiques longtemps restées dans l'ombre : le rôle des femmes dans la résistance et la déportation, la place des couples de femmes dans certains secteurs comme l'action sociale.

Laurent Thévenet

Le 8 Mars 2022 10h 45 22 rue Marcadet Paris 18^e : pose d'une plaque commémorative sur décision du Conseil de Paris



Bulletin d'adhésion 2022

Le GREHSS a pour seule ressource financière les cotisations de ses adhérents. Si vous pensez que ce que fait les activités et publications du GREHSS sont utiles à la connaissance de l'histoire du service social, soutenez son action en adhérant ou en ré-adhérant et, éventuellement, en faisant un don.

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

.....

.....

Mail:.....

Téléphone:.....

Activité professionnelle:.....

Adhère au GREHSS : 20 €

Dons.....

Total

Règlement par chèque à l'ordre de GREHSS à envoyer à :

QUEROL Agnès (GREHSS)

3 impasse du Clos Bel Air 45110 Saint Martin d'Abbat